

CAHIER DES CHARGES



APPEL À CANDIDATURES

DIAGNOSTIC ET DEMARCHE RSE DES OF.A

Description : Cet appel à candidatures vise à accompagner les OF.A du BTP dans l'état des lieux de leurs initiatives RSE, l'élaboration d'une démarche structurée et la définition d'une feuille de route permettant la transformation durable de leur structure.

Ouvert jusqu'au 31 décembre 2025

SOMMAIRE

1 – PREAMBULE ET PRESENTATION DU CCCA-BTP.....	3
2 – REGLES APPLICABLES A L'APPEL A CANDIDATURES	6
3 – DEPOT DE CANDIDATURE ET CONVENTIONNEMENT	11
4 – SUIVI DES CANDIDATURES.....	14
5 – DEONTOLOGIE ET PUBLICITE	15
6 – DONNÉES PERSONNELLES	16

1 – PREAMBULE ET PRESENTATION DU CCCA-BTP

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle et connexes définies par les partenaires sociaux du BTP dans leurs accords de branches et afin de répondre aux orientations des CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics, le CCCA-BTP propose un programme d'appels à candidatures d'envergure pour accompagner le déploiement des dispositifs innovants imaginés par le CCCA-BTP.

Avec ces appels à candidatures, le CCCA-BTP souhaite encourager le renforcement des coopérations existantes et la création de coopérations innovantes et originales entre acteurs publics et privés d'un territoire, acteurs historiques et émergents.

En **2025**, le budget dédié au financement du déploiement des dispositifs du CCCA-BTP dans le cadre des appels à candidatures est de **10 M€**.

- **Définitions :**

Candidature	Proposition, par le candidat, de déploiement du dispositif du CCCA-BTP décrit dans les documents remis en réponse à l'appel à candidatures.
Dispositif	Accompagnement direct du Bénéficiaire, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• Le versement d'une subvention ET/OU <ul style="list-style-type: none">• L'apport d'une expertise métier directement détenu par le CCCA-BTP ou par un prestataire référencé par le CCCA-BTP (préconisations, analyse de la pertinence entre les contenus métiers proposés et les référentiels en vigueur, etc.),• Selon l'appel à candidatures, la mise à disposition des réalisations du CCCA-BTP (modules pédagogiques, vidéos, documentation, kit méthodologique etc.).
Déploiement du Dispositif	Mise en œuvre du Dispositif du CCCA-BTP par le Bénéficiaire : son parcours, sa capacité à mettre en œuvre le Dispositif (technique, humaine, matérielle ...), sa proposition d'intégration du Dispositif dans son projet d'établissement.
Résultats	Atteinte des objectifs du dispositif et du plan de déploiement proposé par le candidat.
Indicateurs de réussite	Donnée quantifiable déterminée par le CCCA-BTP afin de déterminer si le Déploiement mis en œuvre est efficace.

Productions	<p>Réalisations du CCCA-BTP (modules pédagogiques, vidéos, documentation, kit méthodologique, etc.).</p> <p>Il peut s'agir de tous documents, rapports, schémas, analyses, études, créations, innovations brevetables ou non, marques protégeables ou non, procédés, produits, savoir-faire, maquettes, matériel, essais, échantillons, prototypes, logiciels, programmes et développements informatiques, spécifications, bases de données, données, dessins, informations, dénominations, logos, signes distinctifs, quels que soient leur nature, leur forme et leur support, entrant ou non entrant dans le champ de la propriété intellectuelle, industrielle et/ou par le droit d'auteur, du CCCA-BTP.</p>
--------------------	--

■ Présentation du CCCA-BTP

Le CCCA-BTP (Comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics) est un organisme à gouvernance paritaire des branches du bâtiment et des travaux publics. Outil des professionnels du secteur de la construction, il met en œuvre la politique de formation professionnelle initiale par apprentissage définie par les partenaires sociaux.

Géré et financé par les professionnels du bâtiment et des travaux publics, le CCCA-BTP développe depuis près de 80 ans une expertise pédagogique solide de l'alternance, avec l'innovation comme marqueur fort, reconnue au niveau national et au-delà des frontières du secteur.

Son ancrage paritaire le connecte directement aux réalités des métiers et aux besoins en compétences des entreprises, pour lesquelles il crée des outils pédagogiques adaptés (BIM, réalité virtuelle, intelligence artificielle, FOAD). Il a également créé l'incubateur WinLab', pour imaginer les formations aux métiers du BTP de demain.

Dans un environnement qui connaît une profonde mutation avec la mise en œuvre de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel adoptée en 2018, où les méthodes d'apprentissage se digitalisent et les attentes des publics (entreprises, jeunes, salariés...) se diversifient, où la logique de marché s'impose et s'imposera plus que jamais, le CCCA-BTP met son expertise à disposition de l'ensemble des acteurs du bâtiment et des travaux publics (partenaires sociaux, organismes de formation...).

L'expertise du CCCA-BTP en fait un acteur unique et un interlocuteur privilégié, capable d'accompagner l'ensemble des acteurs du secteur de la construction, pour former les apprenants aux métiers du BTP et répondre aux besoins en compétences et qualifications professionnelles des entreprises du secteur de la construction et anticiper les évolutions à venir.

Il accompagne notamment les organismes de formation aux métiers du BTP, pour développer et promouvoir leur activité et accroître leur performance. Pour exercer ses missions, le CCCA-BTP dispose d'une cotisation versée chaque année par les entreprises du BTP. Le dispositif de formation professionnelle initiale par l'apprentissage aux métiers du BTP pour les jeunes de 15

à 29 ans comporte plus de 100 diplômes depuis le CAP jusqu'au diplôme d'ingénieur, auxquels s'ajoutent des titres professionnels, dans une trentaine de métiers du BTP.

Le CCCA-BTP inscrit la démarche RSE au cœur de ses ambitions avec un objectif de labélisation en 2026. Il soutient par le biais de différentes offres les organismes de formation qui intègrent cette dimension au sein de leur structure.

▪ **Pilotage et coordination des appels à candidatures**

La direction des Appels à Projets et des Expérimentations (DAPEX) assure **le pilotage stratégique et opérationnel** des modalités de financement par les subventions, accordées dans le cadre des appels à projets et candidatures.

Pour assurer le déploiement des appels à projets et appels à candidatures, elle collabore avec :

- Le pôle Performance et Sécurisation Financière (PSF)
- La direction des Affaires Juridiques et Vie Institutionnelle (DAJVI).

L'expertise Métiers est apportée par l'une ou/et l'autre des directions suivantes selon la thématique de l'appel à candidatures :

- La direction des Politiques de Formation et de l'Innovation Pédagogique (DPFIP)
- La direction du Marketing, du Développement et de l'Innovation Stratégique (DMDIS)
- La direction des Appels à Projets et des Expérimentations (DAPEX)
- Le pôle Patrimoine et Moyens Généraux (PPMG)
- La direction des Ressources Humaines

▪ **Description de l'appel à candidatures**

Face aux transformations sociétales, technologiques et environnementales, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est devenue un enjeu incontournable pour le secteur du BTP. Conscient de son impact social et environnemental important, le secteur du BTP est appelé à jouer un rôle central dans la performance et la transition des territoires.

Dans ce contexte, les OF.A du BTP doivent pleinement s'engager face à ces défis et jouent un rôle essentiel en tant qu'acteurs du changement. Au-delà de leur mission pédagogique, ils sont appelés à intégrer des pratiques écoresponsables au sein de leurs processus et à favoriser l'adoption de solutions innovantes et durables.

Cet appel à candidatures vise à soutenir l'élaboration et la structuration d'une démarche RSE au sein des OF.A du BTP. Il s'agit d'aider les organismes à étudier leur niveau de maturité actuel, à identifier les leviers d'amélioration et à concevoir une feuille de route stratégique adaptée et contextualisée.

▪ **Périmètre et objectifs de l'appel à candidatures**

L'appel à candidatures porte sur la phase de diagnostic du niveau de maturité et de définition d'une démarche RSE adaptée à l'OF.A.

L'appel à candidatures permet de réaliser les actions suivantes :

- **Évaluer le positionnement actuel de l'OF.A en matière de RSE**, en identifiant les points forts et les axes d'amélioration ;
- **Construire une démarche RSE** cohérente et adaptée aux enjeux du BTP, intégrant des objectifs environnementaux, sociaux et économiques, des indicateurs de suivi, et des modalités de mise en œuvre ;
- **Sensibiliser et mobiliser les parties prenantes internes et externes** (apprenants, formateurs, entreprises partenaires) autour de la démarche RSE ;
- **Accompagner l'OF.A vers une labellisation RSE** (par exemple le label LUCIE 26000 (premier label RSE en France), le label Engagé RSE de l'Afnor ou encore le label Fair For life d'ECO-CERT) en structurant son engagement afin de mettre en avant et de crédibiliser les engagements responsables.

À l'issue de cet accompagnement, les OF.A disposeront d'une feuille de route claire et opérationnelle pour engager des actions concrètes.

2 – REGLES APPLICABLES A L'APPEL A CANDIDATURES

2.1 Conditions et critères d'éligibilité

Tout organisme de formation en apprentissage aux métiers du BTP est éligible au dépôt d'un dossier dans le cadre de l'appel à candidatures « **DIAGNOSTIC ET DEMARCHE RSE DES OF.A : auto-diagnostic du niveau d'engagement RSE, élaboration d'une démarche RSE, accompagnement vers la labellisation RSE** » en justifiant un des trois critères alternatifs suivants :

1/L'organisme de formation doit justifier d'**au-moins 50 jeunes en apprentissage et au moins une section dans les premiers niveaux de formation** (niveau 3 et 4)

2/L'organisme de formation doit justifier qu'**au moins 50 % des jeunes sont formés en apprentissage aux métiers du BTP**

3/L'organisme de formation doit démontrer que **75 % des apprentis préparant dans leur établissement une certification du bâtiment ou des travaux publics, ont signé un contrat d'apprentissage avec une entreprise du BTP**

Le dispositif ayant une envergure stratégique, seul l'organisme de formation central (OG) peut déposer une candidature pour l'ensemble de ses sites secondaires et de son établissement gestionnaire.

La direction des Appels à projets et des Expérimentations s'assure de la recevabilité et de l'éligibilité des candidatures. Toute candidature ne respectant pas les critères mentionnés ne sera pas étudiée.

2.2 Critères de recevabilité

Les dossiers reçus incomplets et/ou hors plateforme, ne respectant pas la liste des pièces demandées dans le cahier des charges et dans l'espace candidat de la plateforme d'appels à projets, sont réputés irrecevables, et à ce titre ne seront pas analysés.

Un justificatif type extrait Yparéo ou fichier Excel est à fournir lors du dépôt de la candidature.

2.3 Processus global d'analyse, d'évaluation et de sélection des candidatures

1/ Une phase d'analyse

Dès la réception de la candidature, la Direction des Appels à Projets et Expérimentations assure une analyse fine sur la recevabilité et l'éligibilité du dossier. Les chargés d'appels à projets analysent ensuite tous les éléments du dossier et la cohérence d'ensemble.

2/ Une phase d'évaluation

Les évaluations sont individuelles et réalisées via la plateforme d'appels à projets selon l'argumentation de la candidature, ses forces, ses explications de mise en œuvre et du déploiement du dispositif du CCCA-BTP, etc. A l'issue de l'ensemble des évaluations, une commission de présélection se réunit.

3/ Une commission de présélection pluri-compétentes

La commission de présélection est composée des évaluateurs ayant évalué les candidatures dans la phase précédente. Elle permet l'échange entre les évaluateurs. A l'issue de cette commission, la DAPEX propose les résultats de cette étude au groupe technique paritaire d'appel à projets (GTP AàP). Ainsi tous les dossiers sont présentés en GTP.

4/ Un Groupe Technique Paritaire (GTP) à expertises multiples et ouvert sur l'extérieur

Le GTP est composé d'administrateurs du CCCA-BTP, en moyenne une dizaine de membres, complété par deux à trois structures extérieures selon les thématiques des appels à projets et candidatures. Les directions présentes lors des commissions de présélection peuvent également y être conviées. Le président et le secrétaire général du CCCA-BTP peuvent se joindre à cette instance. Le GTP donne son avis sur les dossiers à retenir et le financement prévu pour chacun d'eux ainsi que les dossiers à exclure, sur la base des éléments fournis et évalués.

Ces avis sont alors portés en Conseil d'Administration. Le contrôleur général de l'État et/ou, le commissaire du gouvernement sont invités à cette phase de sélection.

5/ Le Conseil d'administration

En s'appuyant sur les avis et propositions du GTP, les membres du Conseil d'administration décident des candidatures à soutenir et de leur financement. Ils déterminent corrélativement la liste des dossiers qui ne sont pas retenus. Cette phase constitue la partie finale du processus de sélection qui entérine et officialise les résultats des appels à candidatures.

▪ Les demandes de précisions

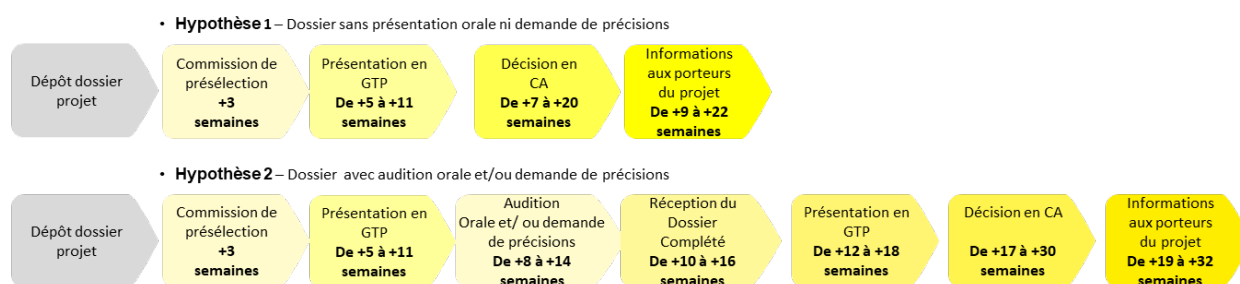
Dès la réception du dossier, la Direction des Appels à Projets et Expérimentation se laisse l'opportunité de demander des précisions complémentaires aux candidats via la plateforme d'appels à projets.

À l'issue de ces demandes de précisions complémentaires, les candidats sont invités à déposer leurs réponses directement sur la plateforme. Selon le nombre et l'amplitude des précisions demandés, un dossier de candidature complémentaire pourra être suggéré. Ce dernier sera alors réputé comme définitif. L'apport de précisions complémentaires doit permettre de mieux comprendre le déploiement envisagé par le candidat et ne doit pas changer la nature de celle-ci.

Les dossiers complémentaires pourront être de nouveau analysés par la Direction des Appels à Projets et Expérimentation, appuyée éventuellement par une des directions métiers avant d'être présentés en GTP pour avis puis présentés en Conseil d'administration pour décision finale.



Schéma du processus global de sélection



Échéances théoriques selon les périodes de l'année

Les organismes de formation, pour pouvoir être retenus devront répondre aux critères d'éligibilité et de recevabilité mentionnés dans le présent cahier des charges.

2.4 Durée de l'appel à candidatures et budget alloué

• Durée

L'appel à candidature est prévu jusqu'au 31 décembre 2025 - à compter de la date de publication sur le site www.appels-a-projets-cccabtp.fr.

Les candidats peuvent déposer leur dossier au moment de leur choix sur cette période.

La durée de la convention de financement des candidatures est de 2 ans à partir de la signature de la convention.

Les GTP et Conseils d'administration sont prévus tous les mois (excepté pendant la période estivale), les dossiers reçus seront donc analysés aux dates des instances.

A titre indicatif, le calendrier des GTP et Conseils d'administration est disponible sur le site d'appels à projets. Le porteur pourra ainsi calculer la date maximale de dépôt de sa candidature afin de respecter le processus de sélection. **Cependant la présentation du dossier aux différentes instances est conditionnée à la qualité du dossier et sa complétude par rapport aux demandes de précisions. Si les réponses ne respectent pas la date de retour limite, le dossier sera reporté à une instance ultérieure.**

Les dossiers devront impérativement être déposés complets sur la plateforme d'appels à projets du CCCA-BTP à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr avant la date et l'heure d'échéance prévues.

Après la date et l'heure prévues dans ce cahier des charges et sur la plateforme, aucun dépôt ne sera possible, la plateforme ne l'autorisant pas. Aucun dossier envoyé par mail ne sera téléchargé ni étudié.

Un tutoriel de création et de mise à jour du compte candidat est disponible sur la plateforme.

Un guide de création de l'Espace candidat est également à disposition sur simple demande à l'adresse :

ewa.mollois@ccca-btp.fr

La date et l'heure ultimes de dépôt des dossiers (candidature, annexes et documents financiers et administratifs) sont fixées au :

31 DÉCEMBRE 2025 AVANT 20 HEURES.

Les dossiers seront étudiés au fur et à mesure de leur arrivée et respecteront les phases de sélection précisées dans ce cahier des charges.

Le CCCA-BTP garantit une égalité de traitement pour les questions et les réponses. Le porteur dispose de deux FAQ sur la plateforme d'appels à projets : une FAQ d'ordre général, la seconde spécifique par appel à projets et candidatures. Toutes les questions devront être posées sur la plateforme d'appels à projet, les réponses apportées le seront également.

AUCUNE RÉPONSE ORALE NE SERA DONNÉE.

- **Budget**

Le CCCA-BTP a prévu un budget global de 3 M€ pour la thématique « **Performance et transition énergétique des OF.A du BTP** » qui regroupe notamment cet appel à candidatures « Diagnostic et démarche RSE des OF.A ».

2.5 Modalités de financement et conventionnement

- **Le dispositif proposé par le CCCA-BTP**

Pour cet appel à candidature le CCCA-BTP accompagnera un maximum de 10 OF sur l'année 2025. Le CCCA-BTP prévoit de reconduire ce dispositif sur les 3 prochaines années, sous réserve de la validation du Conseil d'administration.

L'accompagnement du CCCA-BTP prendra la forme d'un **accompagnement direct** :

- Versement d'une subvention pour mettre en œuvre le dispositif dans le cadre de la candidature ;

1. Phase de diagnostic : 10 000 € et 1 000 € par site secondaire maximum

2. Phase d'accompagnement 25 000 € et 2 000 € par site secondaire maximum

3. Phase d'amélioration continue – forfait global 20 000 €

Et,

- L'apport d'une expertise métier directement détenu par le CCCA-BTP par l'intermédiaire de prestataires référencés par le CCCA-BTP (apporter des préconisations, analyser la pertinence entre les contenus métiers proposés et les référentiels en vigueur etc.) voir annexe jointe à ce cahier des charges descriptif méthodologie par poste et livrables
 - Les lauréats seront informés à l'issue du CA du prestataire qui leur sera attribué
- **Le financement sera versé en deux tranches selon le montant total de la subvention :**
 - **Pour les subventions inférieures à 100 K€,** deux tranches de versement sont prévues :
 - La première tranche de 40 % à la signature de la convention
 - La deuxième tranche de 60 % à la réalisation du dispositif et à la réception du solde des justificatifs des dépenses
 - **Pour les subventions supérieures à 100 K€ et inférieures à 1 M€,** trois tranches de versement sont prévues :

- La première tranche de 40 % à la signature de la convention
- La deuxième tranche de 40 % à la réception des justificatifs des dépenses engagées
- La troisième tranche de 20 % à la réalisation du dispositif et à la réception du solde des justificatifs des dépenses engagées

- **Pour les subventions supérieures à 1 M€,** quatre tranches de versement sont prévues :
 - La première tranche de 25 % à la signature de la convention
 - La deuxième tranche de 25 % à la réception des justificatifs des dépenses engagées
 - La troisième tranche de 30 % la réception des justificatifs des dépenses engagées
 - La quatrième tranche de 20 % à la réalisation du dispositif et à la réception du solde des justificatifs de dépenses engagées

- **Les dépenses éligibles à financement**

Les dépenses éligibles prises en compte démarrent à partir de la date de validation de la candidature par le conseil d'administration du CCCA-BTP.

Elles recouvrent les coûts directs liés au Déploiement du Dispositif. Elles peuvent notamment comprendre :

- Les prestations d'accompagnement des cabinets référencés par le CCCA- BTP
- Les dépenses de personnel de l'OF.A affectés au déploiement du dispositif du CCCA-BTP.
- Les dépenses de fonctionnement spécifiques, strictement engagées pour la mise en œuvre de la candidature

- **Les dépenses non éligibles**

- La réalisation de travaux, l'achat d'équipements ou de mobiliers
- Les frais de déplacement, restauration et hébergement des prestataires
- Les charges indirectes, la participation aux frais généraux, les frais bancaires et toute dépense non spécifiquement engagée pour la réalisation de la candidature
- Les heures de face à face pédagogique dont le financement est déjà assuré par le NPEC

3 – DEPOT DE CANDIDATURE ET CONVENTIONNEMENT

3.1 Dépôt des dossiers candidatures

Les réponses devront impérativement être déposées complètes sur la plateforme d'appels à projets du CCCA-BTP à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr avant la date et l'heure d'échéance prévues pour chaque appel à candidatures.

Après la date et l'heure prévues dans le cahier des charges et sur la plateforme, aucun dépôt ne pourra être fait, la plateforme ne l'autorisant pas. Aucun dossier envoyé par mail ni voie postale ne sera téléchargé ni étudié.

Les documents financiers et administratifs demandés par la plateforme (espace candidat) devront être déposés sur l'Espace candidat de la plateforme d'appels à projets. Les documents demandés dans le cahier des charges devront être envoyés avec le dossier de candidature.

Chaque organisme de formation en apprentissage aux métiers du BTP devra créer son Espace candidat pour pouvoir candidater aux appels à candidatures du CCCA-BTP. Cet Espace candidat devra être complété dans sa totalité. À défaut, le candidat n'aura pas la capacité de déposer sa candidature.

Un guide de création de l'Espace candidat est à disposition sur simple demande à l'adresse :

ewa.mollois@ccca-btp.fr

3.2 Constitution du dossier de réponse

Le dossier complet de réponse comporte :

- **Le dossier candidature :**
 - La fiche synthétique de candidature à compléter directement sur la plateforme lors du dépôt de la candidature. **Ce document est particulièrement important car il est présenté en l'état lors des phases du GTP et du Conseil d'administration.**
 - La candidature du candidat sous la forme de document mentionnant sa motivation pour utiliser le dispositif proposé par le CCCA-BTP et en mentionnant : son plan d'actions pour déployer le dispositif, sa capacité technique, humaine, matérielle, etc., sa proposition d'intégration de la candidature dans son projet d'établissement ainsi que tout autre élément permettant de comprendre les actions de déploiement prévues ainsi que les résultats attendus de la mise en œuvre du dispositif.
 - Le cahier des charges de l'appel à candidatures (paraphé et signé).
 - Un justificatif d'entrée dans au moins une des catégories de recevabilité prévue dans ce présent cahier des charges. (Base de données, fichier Excel, extrait YParéo...)
 - Matrice financière avec détail des sites participants (fichier xls joint à ce cahier des charges)

- **Pièces administratives** (dans le compte candidat à mettre à jour tous les ans)

Lors de l'ouverture de votre compte, nous vous remercions de saisir la raison sociale de votre structure telle que mentionnée dans les documents officiels (K-Bis ou RNA).

- Une présentation du porteur
- L'organigramme
- Les références de l'organisme

- Le projet d'établissement
- L'attestation de responsabilité civile du porteur et de ses partenaires (à jour, soit datant de l'année du dépôt du dossier)
- Rapport d'activité
- Le certificat Qualiopi
- L'extrait Kbis et/ou le répertoire Sirene,
- Le dernier Bilan et compte d'exploitation du porteur et de ses partenaires, sous-traitants et intervenants indépendants
- Les 2 dernières liasses fiscales et/ou le Rapport du CAC ou de l'instance qui certifie les comptes, en fonction de la structure juridique de l'OF

D'autres documents peuvent être demandés selon la nature de l'appel à candidatures ou du porteur. Tous les documents devront être mis à disposition sur la plateforme d'appels à projets.

L'ensemble des pièces administratives, financières et le dossier candidature sont à charger sur le site www.appels-a-projets@cccabtp.fr dans l'appel à candidatures concerné et sur l'espace candidat.

Les impacts attendus doivent être clairement exprimés. Leur mesure, les instruments de cette mesure et la communication des résultats sont définis et présentés dans la candidature.

Certains objectifs à prendre en considération sont à minima listés ci-dessous, cette liste n'étant pas exhaustive :

- Nombre d'initiatives et d'actions déjà mises en place au sein de l'organisme
- Nombre d'apprentis et collaborateurs sensibilisés aux enjeux RSE
- Nombre d'heures de sensibilisation et formation dédiées à la RSE
- Nombre de partenaires engagés dans la démarche
- Nombre réalisation des actions en matière de RSE
- Nombre d'actions identifiées pour répondre aux enjeux de développement durable sur le bâtiment, son fonctionnement et des formations dispensées.
- Nombre de salariés impliqués dans la démarche
- Nombre d'actions mutualisées par organisme
- Impact sur les enjeux de développement durable

Les productions et livrables attendues :

Les livrables attendus en liens avec les 3 phases et les productions associées serviront d'évaluation du dispositif et à la justification des dépenses liées au dispositif. Pour plus de détail, veuillez-vous référer à l'annexe « méthodologie et livrables ». Les productions peuvent s'ajouter en fonction de la feuille de route de l'OF à l'issue des préconisations de l'accompagnement.

L'ensemble de ces productions et livrables devront être mis à disposition du CCCA-BTP dans l'espace dédié de suivi de candidature.

Il est également attendu de l'OFA qu'il s'implique dans le partage de bonnes pratiques RSE, la promotion de la démarche RSE.

3.3 Conventionnement

Après décision du Conseil d'administration, les candidats lauréats reçoivent dans l'espace candidature de la plateforme une notification de subventionnement mentionnant notamment le montant du financement prévu par le CCCA-BTP.

Une convention de subventionnement sera établie avec chaque lauréat. Les dépenses prises en charge par la subvention du CCCA-BTP ne pourront être antérieures à la date de décision du Conseil d'administration du CCCA- BTP.

La convention précisera notamment les éléments suivants : le projet de déploiement du dispositif du candidat, le dispositif précis poussé par le CCCA-BTP, les productions mises à disposition par le CCCA-BTP, les modalités de pilotage de la convention, le financement (montant, nature des dépenses prises en charge, tranches prévues et périodicité de versement), et tout autre élément spécifique à la candidature nécessitant une formalisation et un engagement conjoint.

- **Les candidatures non sélectionnées**

Après décision du Conseil d'administration, les candidats reçoivent une notification mentionnant notamment les raisons motivant la non-sélection de leur dossier, afin de les orienter dans la perspective de réponses aux futurs appels à projets et candidatures du CCCA-BTP.

4 – SUIVI DES CANDIDATURES

- **Pilotage des candidatures lauréates**

Dans le cas des appels à candidatures, le CCCA-BTP apporte son expertise, outils et méthodologies aux OF.A afin qu'ils assurent le déploiement de l'accompagnement du CCCA-BTP. Dans ce cadre, le CCCA-BTP a un rôle de suivi et d'évaluation des déploiements mis en œuvre par les OF.A et des financements accordés et versés.

Le pilotage assuré par la Direction des Appels à Projets et Expérimentations a donc pour fonction essentielle de veiller au suivi et à la bonne exécution de la convention de subventionnement.

Pour chaque candidature lauréate, une équipe de pilotage dédiée sera constituée du côté du CCCA-BTP notamment par : la direction des Appels à Projets et des Expérimentations, la direction métier éventuellement concernée par la thématique et le contrôleur financier en charge du suivi de la candidature et toute autre personne intervenant dans le processus de suivi tout au long des étapes définies par la candidature. Ce seront les interlocuteurs privilégiés pour l'OF.A bénéficiaire.

Le candidat lauréat devra alimenter les documents de reporting (financiers, livrables et productions), selon la périodicité définie, mentionnés dans la convention de subventionnement

et participer aux COPIL de suivi dont la périodicité sera déterminée au moment de la contractualisation de la convention.

À l'issue de la mise en œuvre des actions définies dans la convention, un bilan quantitatif et qualitatif sera produit et présenté par le candidat au CCCA-BTP. Le CCCA-BTP établira de son côté une évaluation notamment au moment du paiement des tranches de subventions.

L'OF.A enverra complétés, selon la périodicité décidée avec le CCCA-BTP, les modèles adressés ainsi que les justificatifs de dépenses liés au déploiement du dispositif du CCCA-BTP.

Les organismes de formations bénéficiaires des subventions du CCCA-BTP s'engagent également à compléter et transmettre au CCCA-BTP le questionnaire du Baromètre Vie des Organismes de Formation (BVOF) aux échéances indiquées.

5 – DEONTOLOGIE ET PUBLICITE

5.1 Transparence, régularité et égalité de traitement

Les documents transmis dans le cadre des appels à candidatures sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont utilisés que pour la bonne marche du processus de sélection.

Les candidats, les termes des discussions, épreuves et échantillons intermédiaires d'un candidat restent confidentiels et non communiqués par le CCCA-BTP aux autres candidats.

Les échanges sont menés dans le respect des principes d'égalité de traitement entre candidats. Aucune prise de contact n'est autorisée directement avec les membres de la commission de pré-sélection, les GTP ou les Conseil d'administration après le dépôt des candidatures pour garantir l'égalité et l'unicité de traitement des candidats et une mutualisation optimale des questions-réponses.

5.2 Responsabilité

Le CCCA-BTP ne saurait en aucune circonstance être tenu responsable, sans que cette liste soit limitative de :

- La transmission et/ou de la réception de toute donnée et/ou information sur Internet ;
- Tout dysfonctionnement du réseau Internet empêchant le bon déroulement de l'appel à candidatures ;
- La perte ou de l'altération de toute information ou donnée ;
- La contamination virale du matériel informatique du candidat ;
- D'une indisponibilité temporaire, partielle ou totale, du site Internet notamment en cas de maintenance du site Internet ou du serveur sur lequel il est hébergé ;
- Toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité pour le candidat de participer à l'appel à candidatures.

Il est précisé que le CCCA-BTP ne peut être tenu responsable de tout dommage direct ou indirect issu d'une interruption, d'un dysfonctionnement quel qu'il soit, et ce pour quelque raison que ce soit, en lien avec l'utilisation d'un service de communication en ligne.

Il appartient à tout candidat d'adopter toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte et actes de piraterie.

6 – DONNÉES PERSONNELLES

Pour les besoins des traitements administratifs et financiers, le CCCA-BTP et le Bénéficiaire se communiquent des données et fichiers relatifs au projet ou à la candidature. Les informations nominatives et à caractère personnel (nom, prénom, fonctions, adresse, missions, etc.) et leur traitement relèvent de l'application du règlement européen sur la protection et les traitements des données personnelles.

Ces données nominatives à caractère personnel ne seront, en principe, communiquées que pour les besoins des prestations et leur exploitation et conservées à temps par les Parties pour la durée du projet ou de la candidature et ses traitements administratifs, comptables et fiscaux.

Les Parties déclarent être informées de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées ainsi que toute autre disposition applicable en la matière dont le Règlement (UE) 2016/679 de leurs obligations et d'en respecter les dispositions. Il est précisé que le présent article ne s'appliquera que dans l'hypothèse où le CCCA-BTP traiterait, en y ayant accès, des données à caractère personnel, au cours de l'exécution de la candidature. Chaque partie est responsable de son propre traitement.

Les responsables de traitements conservent la responsabilité des données et de celles dont la communication est requise. Ils devront :

- Procéder à une analyse d'impact sur les traitements de données s'il y avait un risque élevé pour les droits et libertés et, le cas échéant, consulter la CNIL ;
- Ne donner l'accès qu'aux données strictement nécessaires ;
- Recueillir tout consentement nécessaire auprès des personnes physiques concernées en corrélation avec les finalités poursuivies et définies dans la présente candidature ;
- Fournir les données strictement nécessaires à l'exécution, conformément aux principes de « Privacy by design » et « Privacy by default » ;
- Mettre en place toutes mesures techniques et organisationnelles, procédures internes, appropriées et proportionnées



RENDEZ-VOUS SUR

www.appels-a-projets-cccabtp.fr

Pour plus d'informations, contactez le CCCA-BTP

19, rue du Père Corentin

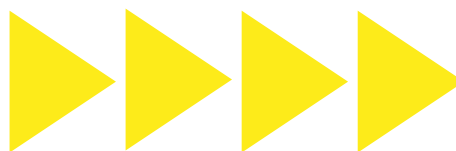
75014 Paris

Direction des Appels à Projets et des Expérimentations

(DAPEX)



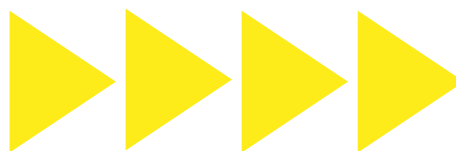
<https://www.ccca-btp.fr/>



APPEL À CANDIDATURES

DIAGNOSTIC ET DEMARCHE RSE DES OF.A

ANNEXE Pédagogique et Livrables



Conscient des défis et des opportunités liés à la RSE, le CCCA-BTP souhaite initier une dynamique responsable au sein des organismes de formation de son secteur.

Pour cela, il souhaite s'appuyer sur un panel de prestataires experts pour accompagner les organismes de formation dans leur transition, selon les différentes étapes suivantes :

(Poste 1) Diagnostic RSE approfondi : aider les organismes de formation à évaluer leurs pratiques actuelles et à définir une feuille de route pour l'engagement ou la continuité d'une démarche RSE, sur la base des questions centrales de l'ISO 26000.

(Poste 2) Accompagnement dans la démarche RSE : guider les OFA dans la construction et la mise en œuvre de leur stratégie RSE sur la base de l'ISO 26000 et pourra correspondre à toutes ou parties des questions centrales.

(Poste 3) Amélioration continue et labellisation : soutenir les OFA dans un processus d'amélioration continue, avec pour objectif idéal une labellisation reconnaissant les engagements RSE de l'organisme de formation.

Conclusion : Le CCCA-BTP accompagne les OFA, avec les apprentis et les entreprises, acteurs clés de la RSE sur leur territoire pour construire le CFA de demain.

L'accompagnement global sur ces trois prestations est estimé à environ 12 mois

Détail des prestations

Poste 1

Réalisation d'un diagnostic approfondi RSE (état des lieux et de maturité)

Un diagnostic RSE approfondi est une analyse détaillée et structurée qui permet d'évaluer la situation d'une organisation en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

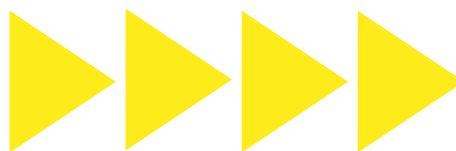
- L'objectif du diagnostic RSE pour les OFA du BTP est de leur fournir une cartographie claire de leur situation actuelle en matière de RSE, de définir une stratégie, un plan d'actions et une amélioration continue dans la démarche RSE. Ce diagnostic sert à faire un état des lieux des pratiques actuelles et à déterminer le niveau de maturité de l'organisation sur la base des différentes questions centrales de l'ISO 26000.

A titre indicatif la durée estimée de cette phase est de 6 jours maximum + 2 jours par site supplémentaire

Préparation et cadrage

Le prestataire devra :

- Clarifier les objectifs du diagnostic avec l'OFA, en tenant compte des spécificités du secteur du BTP et de l'organisme de formation.
- Organiser des réunions de cadrage avec les parties prenantes internes (direction, responsables, formateurs) pour bien comprendre les attentes, les ressources disponibles et les risques et opportunités.
- Établir une feuille de route pour le diagnostic, en définissant un calendrier précis et les étapes clés de la mission.



Livrable : Un plan de cadrage incluant les objectifs, les parties prenantes impliquées, la méthodologie et le planning détaillé.

Collecte de données et analyse des pratiques

Le prestataire devra :

- Conduire des entretiens avec les parties prenantes (direction, personnel, formateurs, apprenants) pour recueillir des informations qualitatives sur la perception et la mise en œuvre de la RSE au sein de l'OFA.
- Analyser les documents internes (rapports d'activité, politiques internes, audits existants) et collecter des données quantitatives (consommation d'énergie, gestion des déchets, statistiques sociales, etc.).
- Réaliser un état des lieux des pratiques actuelles en matière de RSE, en identifiant les forces et les faiblesses de l'organisme en fonction des différentes questions centrales de l'ISO 26000.

Livrable : Un Rapport d'analyse des données incluant une cartographie des parties prenantes, les résultats des entretiens, et une analyse des documents et pratiques RSE existantes.

Évaluation du niveau de maturité RSE

Le prestataire doit évaluer la maturité de l'OFA en matière de RSE, en se basant sur le référentiel RSE en fonction des différentes questions centrales de l'ISO 26000.

Livrable : un rapport d'évaluation de la maturité RSE pour chaque question centrale : gouvernance, droits de l'Homme, Relations et conditions de travail, Environnement, Questions relatives aux consommateurs, communauté et développement local, Loyauté des pratiques

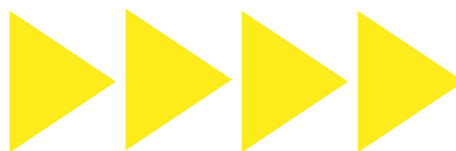
Poste 2

Accompagnement à la mise en place d'une démarche RSE

L'accompagnement à la mise en place d'une démarche RSE visera à structurer et intégrer des pratiques responsables au sein des OFA, en tenant compte des enjeux des différentes questions centrales de l'ISO 26000 du secteur. En fonction des résultats du diagnostic, le prestataire devra accompagner chaque OFA dans la définition et la mise en œuvre de leur démarche RSE, en tenant compte des niveaux de maturité identifiés. Cet accompagnement inclura notamment :

- La co-construction d'une stratégie RSE adaptée aux spécificités de chaque organisme,
- L'intégration des principes et des outils RSE dans les pratiques de gestion et d'organisation des OFA,
- L'identification d'actions concrètes et prioritaires à mettre en place dans le domaine des sujets centraux de l'ISO 26000.
- Aide à l'identification de centre de formations, de prestataires de solutions adaptées et d'organismes pouvant répondre aux actions préconisées

A titre indicatif la durée estimée de cette phase est de 6 jours maximum + 2 jours par site supplémentaire



Élaboration et structuration de la démarche RSE

Le prestataire devra :

- Aider l'OFA à définir une politique RSE claire et adaptée aux spécificités du BTP, qui couvre les questions centrales de l'ISO 26000
- Proposer un plan d'action structuré avec des actions à court, moyen et long terme, en incluant les ressources nécessaires (humaines, financières, techniques) et un calendrier réaliste pour la mise en œuvre.
- Animer des ateliers ou des sessions de travail avec les parties prenantes internes pour valider les recommandations et les prioriser.
- Accompagner dans la mise en place d'outils et de procédures pour structurer la démarche RSE, y compris les processus internes, les responsabilités, et l'allocation des ressources.

Livrables :

- **Document de politique RSE validé par la direction, avec les engagements de l'OFA.**
- **Plan d'action RSE détaillé avec des objectifs clairs, les actions à mener, les indicateurs de performance (KPI) pour chaque action, et le calendrier d'implémentation.**
- **Compte-rendu des ateliers pour documenter les échanges et les décisions prises**
- **Outils et fiches de procédures pour la mise en place des actions (par exemple, gestion des déchets).**

Mise en œuvre des actions RSE

Le prestataire devra :

- S'assurer que tous les employés, formateurs et responsables de l'OFA comprennent les enjeux de la RSE et à sa mise en œuvre à l'échelle du bâtiment de son fonctionnement et des formations qu'il dispense. Le cas échéant proposer une formation adaptée aux équipes.
- Sur la base des résultats de la politique RSE identifiés, accompagner l'OFA dans le lancement des actions concrètes
- Piloter et accompagner opérationnellement l'OFA pour l'aider à l'implémentation des initiatives, en veillant à la bonne attribution des ressources et à l'implication des équipes.
- Veiller au respect du calendrier d'exécution établi en amont avec l'OFA

Livrables :

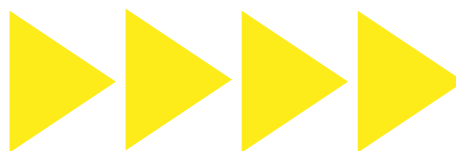
- **Rapport d'avancement sur la mise en œuvre des actions, incluant les réalisations déjà engagées et les éventuels obstacles rencontrés.**
- **Tableau de suivi des actions pour documenter l'état d'avancement des initiatives RSE.**
- **Modules de formation RSE adaptés aux différents niveaux d'intervention.**

Communication interne et parties prenantes

Le prestataire doit :

- Aider à la mise en place d'un plan de communication interne pour partager les objectifs, les actions en cours, et mobiliser les équipes autour de la démarche RSE.
- Aider à la communication externe à destination des parties prenantes
- Aider à la restitution des actions menées dans le cadre des AAP

Livrables :



- **Plan de communication interne avec des supports en lien avec une démarche RSE et des actions de sensibilisation pour mobiliser les équipes et promouvoir l'engagement.**
- **Plan de communication externe à destination des parties prenantes (apprentis – entreprises ...)**
- **Structurer les plans d'actions pour faciliter la restitution**

Poste 3

Appui dans la mise en place d'un processus d'amélioration continue

Cette prestation a pour objectif d'accompagner les organismes de formation du BTP dans l'intégration d'un processus d'amélioration continue en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), visant à garantir la pérennité et l'évolution des actions mises en place, et de les aider s'ils le souhaitent à obtenir une labellisation reconnue.

Le prestataire devra mettre en place un cadre méthodologique structuré pour permettre aux organismes de renforcer et d'évaluer leurs pratiques RSE.

A titre indicatif la durée estimée de cette phase est de 6 jours maximum + 2 jours par site supplémentaire

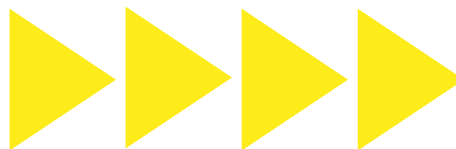
Définition de mécanismes d'ajustement régulier des stratégies et des actions RSE

Le prestataire devra accompagner l'organisme de formation dans la mise en place des mécanismes d'ajustement continus visant à réévaluer et ajuster les actions et stratégies RSE sur la base des questions centrales de l'ISO 26000. Cela inclura l'analyse des résultats obtenus à partir des indicateurs de performance (KPI) mis en place, l'examen des nouvelles exigences environnementales, sociales et réglementaires (évolution législative, normes sectorielles du BTP, attentes des parties prenantes), et l'adaptation des actions en conséquence. L'objectif est de garantir une évolution dynamique de la démarche RSE en fonction des changements externes et des performances internes.

Livrables attendus :

- **Rapport d'évaluation périodique des résultats RSE (mensuel, trimestriel ou annuel), incluant l'analyse des KPI et les ajustements recommandés.**
- **La durée de l'accompagnement – évolution des données sur le calendrier**
- **Plan d'ajustement des actions RSE basé sur les résultats obtenus, incluant les révisions des objectifs et des priorités.**
- **Préconisation d'outils et/ou solutions de collaboration pour garantir la participation des équipes dans les actions RSE.**
- **Préconisation d'actions de formation et d'animation pour sensibiliser et former les équipes aux enjeux RSE.**
- **Préconisation d'actions de communication interne et externe mettant en avant les résultats et progrès réalisés**

Plan visant à l'accompagnement vers la labellisation

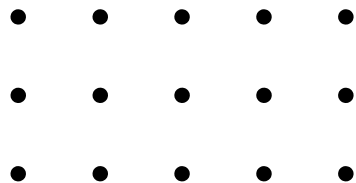


Le prestataire apportera son expertise pour accompagner l'OFA dans l'obtention d'un label. Cela inclura l'évaluation des critères de labellisation, la préparation des documents requis, la mise en conformité des pratiques, et l'accompagnement lors de l'audit de certification. Le prestataire devra identifier les actions à améliorer ou à renforcer pour répondre aux exigences du label et accompagner l'OFA tout au long du processus de labellisation.

Le prestataire proposera un accompagnement en fonction de l'organisme de labellisation

Livrables attendus :

- Recherche et proposition de label ou certification appropriés selon les spécificités de l'OF
- Définition d'un plan d'action en lien avec les étapes clés proposées par le label choisi.
- Documents et dossiers de candidature pour l'obtention du label, y compris les preuves de conformité aux critères.
- Rapport d'évaluation (audit blanc) préalable pour identifier les écarts entre les pratiques actuelles et les exigences du label.
- Accompagnement lors de l'audit et suivi post-audit pour assurer la certification.



RENDEZ-VOUS SUR

www.appels-a-projets-cccabtp.fr

Pour plus d'informations, contactez le CCCA-BTP

19, rue du Père Corentin

75014 Paris

Direction des Appels à Projets et des Expérimentations

(DAPEX)



<https://www.ccca-btp.fr/>

APPEL A CANDIDATURES DEM

MATRICE FINANCIERE- Détail des sites

Prestation	Forfait de base	Budget Site supplémentaire
Phase 1 : Diagnostic	10 000 €	1 000 €
Phase 2 : Accompagnement	25 000 €	2 000 €
Phase 3 : Amélioration continue	20 000 €	

Total subvention du CCCA - BTP

[illegible]

participants